Exil/Migration politique

Réfugié/exilé

Il est difficile de départager les motivations à l'origine des déplacements des personnes. Usuellement, on aime à distinguer une émigration économique qui a vu le jour dans l'Europe industrielle de la fin du XIXè et n'a cessé de grandir et s'universaliser depuis, et une migration politique qualifiée d'exil : le départ dramatique, l'horizon d'attente centré sur la patrie perdue, la sociabilité intense et réactive des exilés signent une expérience singulière. Pour autant, l'exilé du monde contemporain n'est pas non plus un réfugié ordinaire. Contrairement aux Huguenots – à qui le terme de « Réfugiés » est historiquement réservé jusqu'au XIXè siècle - chassés du royaume de France par la politique religieuse de Louis XIV après 1685 ou les Proscrits quittant la France du Second Empire après le coup d'État de 1851, les réfugiés du XXè siècle ont dû quitter leur pays sans même professer une opinion politique ou religieuse particulière. Il entre donc dans l'exil un choix, la volonté de ne pas pactiser et de continuer le combat, alors que les réfugiés subissent leur départ du fait de leur race, de leur religion ou de leur appartenance sociale ou politique, comme le précisera la définition de la Convention de Genève de 1951. L'exilé est donc un réfugié particulier et l'exil ainsi compris, un phénomène plus sélectif, limité à tous ceux qui, militants, syndicalistes, journalistes, artistes, hommes politiques professionnels ou autres, conçoivent leur exil dans le cadre d'une pratique politique tournée vers le pays de départ. Néanmoins, ces exilés politiques ne sont pas forcément ceux qui se consacraient à des fonctions politiques avant leur départ et leur sociologie est plus diverse que la simple caste de l'élite politique traditionnelle. C'est dire aussi que l'exil peut politiser une vie.

Même si l'exil existait dans les sociétés antiques où le bannissement était pratiqué, l'exil moderne n'est pas un simple éloignement spatial mais un « estrangement » bien plus stigmatisant. À ce titre, il apparaît comme un élément symbolique de la politique contemporaine, celle qui à partir du XIXè siècle se construit sur la rationalisation de l'État-moderne, la construction d'États-nations et la nationalisation poussée des sociétés européennes. Au XXè siècle, la poussée des nationalismes exclusifs, les

conflits mondiaux ainsi que ceux liés et hérités de la décolonisation, l'arrivée au pouvoir des totalitarismes scandent des séquences temporelles dont chacune produit son lot de réfugiés et d'exilés politiques, depuis les Polonais qui arrivèrent à Paris après l'insurrection de Varsovie en 1831 jusqu'à certaines élites du monde arabe dispersées entre l'Europe et l'Amérique dans la deuxième moitié du XXè siècle.

Stéréotypes, représentations de l'exil

L'exil n'a pas bonne réputation et vit sur des stéréotypes toujours très actifs : une « école de scandale et de médiocrité » d'après Marx, pourtant exilé légendaire ; un apprentissage de l'échec, comme en témoignent certains grands exils du siècle, de celui des Russes blancs d'après 1917 ou des réfugiés anti-franquistes, sans parler des exilés d'Europe centrale à la fin des années 1940 et dans les années 1950. Pour les Français - mais la métaphore s'est internationalisée - le « syndrome de Coblence » plaque, depuis deux siècles, sur l'exil politique ses images négatives : celles du discrédit, de la gesticulation dérisoire et de l'intrigue en vase clos. C'est pourquoi les exilés répugnent à être comparés à des « Émigrés » - ceux de l'Émigration contre-révolutionnaire de l'après 1789. De fait, ils ne sont parfois ni illégitimes ni impuissants : à l'exception des Polonais sacrifiés sur l'autel de la *Realpolitik* alliée, les exilés norvégiens, hollandais, belges et français de Londres entre 1940 et 1944 retournèrent dans leurs pays comme les gardiens de l'honneur national et les représentants d'une opposition indomptable à l'Allemagne nazie. Ils réussirent à constituer leur exil en espace de luttes politiques contre leur régime en place dans leur pays d'origine.

Exopolitie, diaspora, espace et temporalité de l'exil

C'est ce sens d' « exopolitie », c'est-à-dire d'espace politique de l'émigration, qui est désormais mis en avant par certains politologues comme Stéphane Dufoix. Tout en assumant la rupture avec le territoire d'origine, les exilés veulent ancrer la politique dans la continuité et s'appliquent à construire des arguments justifiant la formation de mouvements politiques à l'étranger. Pour prétendre être les vrais dépositaires de l'autorité étatique et les vrais représentants du peuple asservi, les exilés opèrent la distinction capitale entre l'État et la nation, qui est en définitive le référent absolu qui

guide leur conduite. Les exilés parlent toujours au nom d'une essence nationale qu'ils maintiennent dans sa vérité, à l'extérieur des frontières, contre le régime honni et parfois aussi contre leurs diasporas nationales qui ne se reconnaissent pas forcément dans leur combat. Le rapport de chaque exil politique envers son espace diasporique détermine d'ailleurs une typologie subtile, selon l'homologie plus ou moins grande entre les deux. Les diasporas parfois installées depuis longtemps dans un pays n'acceptent pas nécessairement les « leaders » potentiels que l'exil leur amène. Par exemple, les Italiens installés aux Etats-Unis depuis le début du XXè siècle n'épousaient pas pour l'essentiel les opinions des exilés antifascistes qui arrivèrent dans les années 1930.

Contrairement aux accusations de fuite et de traîtrise qui les assaillent rapidement de la part des représentants officiels de leur pays d'origine, les exilés prétendent garder intact le trésor de la nation. Ceci explique pourquoi ils semblent souvent suspendus à un espace et une temporalité bloqués : l'espace est nié par la communion avec la patrie souffrante et le temps arrêté à la date du départ, rendant les évolutions du pays d'autrefois difficilement lisibles pour ceux qui l'ont quitté. D'où des décalages structurels lors du retour d'acteurs de longs exils qui redécouvrent un pays qui n'était plus que l'image rétinienne d'une mémoire douloureuse, la leur.

La construction de la légitimité politique en exil passe aussi par l'explication du départ. À chaque exil, son événement fondateur : l'incendie du Reichstag pour les Allemands, l'armistice ou le Statut des Juifs pour les exilés français de 1940, le « coup de Prague » pour les exilés tchécoslovaques. Les pratiques internes de commémoration font partie de ces constructions légitimantes destinées au peuple et au pays d'origine mais permettant aussi de se positionner par rapport aux autres exilés. La lutte pour la reconnaissance internationale est alors la seule épreuve qui puisse départager les différents pôles de structuration de l'exil. Ce schéma s'applique au cas des Français exilés aux États-Unis pendant la Seconde guerre mondiale. Divisés en groupes concurrents et fluctuants, tous, gaullistes comme anti-gaullistes, essayèrent de se faire reconnaître comme interlocuteurs privilégiés du gouvernement américain. De même, en remontant dans le temps, on connaît désormais le rôle des grands exilés tchèques, hongrois ou « yougoslaves » sur les *peacemakers* de Versailles : reconnus par les Alliés comme les véritables porte-parole du sentiment populaire enfin émancipé du bâillonnement autocratique de l'Empire austro-hongrois, ils exercèrent une action de lobbying politique d'autant plus fructueuse qu'elle allait apparemment

dans le sens du principe d'auto-détermination nationale des peuples, nouvel Évangile de l'après-1918. Cet espace politique d'opposition fonctionne donc sur le plan national, en engageant un sens de la nation, mais aussi transétatique, puisque chaque groupe d'exilés se comprend en fonction des autres groupes en exil dans d'autres pays : il existe un pôle floridien des exilés cubains anti-castristes mais aussi un pôle français et un pôle espagnol, qui interréagissent entre-eux de façon parfois hiérarchisée, parfois conflictuelle.

Exil et transfert de cultures politiques

Malgré l'identification fusionnelle ou sublimée avec la patrie perdue, le temps de l'exil permet des métamorphoses politiques et culturelles. Le retour ménage des transferts culturels, des exportations de cultures politiques dont les exilés se font les médiateurs.

Au XIXe siècle, les cercles d'exilés qui se rencontraient dans le Paris de la Monarchie de Juillet furent un milieu propice à la maturation de l'idée révolutionnaire qui éclata en 1848. Le séjour parisien de Marx lui-même (de 1843 à 1845), très inséré dans la bohème révolutionnaire des années 1848, consacra son passage au communisme sous l'influence des cercles allemands émigrés et des organisations politiques françaises d'origine babouviste . Si la bohème parisienne exilée de la période orléaniste prépara le personnel politique des révolutions de 1848, l'exil des années 1930 et1940 prépara l'occidentalisation des élites de l'Europe d'après-guerre.

D'une manière générale, le recrutement des émigrés politiques et intellectuels dans le *War effort* américain entre 1940 et 1945 a fait émerger une concordance d'opinions entre les Américains interventionnistes des nouvelles agences de guerre et les exilés. Ainsi, l'occidentalisation de l'Europe après 1945 doit-elle se comprendre, au rebours d'une simple « américanisation », comme un transfert culturel transatlantique dans le cadre d'une communauté de valeurs partagées. La trajectoire d'un certain nombre d'exilés est là pour garantir, dans les aléas de leurs existences, le lien entre les grands récits de l'après-guerre où s'enchevêtraient les réseaux euro-atlantiques forgés pendant l'exil des élites européennes aux États-Unis : l'influence américaine en Europe, l'anticommunisme, la modernisation du socialisme, l'édification de l'Europe.

De manière profondément paradoxale, l'exil est ainsi partie prenante d'un processus d'internationalisation politique et culturelle, en dépit de la loyauté nationale passionnée professée par les exilés. Depuis 1945, les Etats-Unis sont un des lieux de

cette internationalisation par la diversité des vagues d'exilés que le pays a accueilli, pas toujours de manière désintéressée. En effet, les processus de transfert n'excluent nullement une politique d'instrumentalisation des élites exilées par le pays d'accueil. La politique active de soutien et de financement par les Américaines de groupes d'exilés de l'Europe de l'Est relève d'une histoire cachée de la Guerre froide. De même, les choix gouvernementaux des Etats-Unis concernant les exilés d'Amérique latine sont largement dictés par des considérations de politique étrangère.

Emmanuelle Loyer.

Bibliography

Conway M, Gotovitch J. (eds), Europe in exile. European communities in Britain, 1940-1945. New York, Oxford : Berghan Books.

Dufoix, S. 2002. Politiques d'exil : Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945. Paris : PUF.

Traverso. E. 2004. La pensée dispersée. Figures de l'exil judéo-allemand. Paris : Léo Scheer.

« Les Etats-Unis et les réfugiés politiques européens, des années 1930 aux années 1950 », Matériaux pour l'histoire de notre temps, 60, octobre-décembre 2000.